

PETER BEYER

Membre du Bundestag allemand, ancien coordinateur de la coopération transatlantique du gouvernement fédéral

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Il nous reste quarante minutes. Nous allons faire un tour de table rapide en privilégiant des réponses relativement courtes, après quoi nous prendrons des questions de l'auditoire. Peter Beyer, je pense qu'il est essentiel d'aider l'Ukraine, l'hiver arrive, l'hiver est là, même si on ne le ressent pas à Abou Dabi, contrairement sans doute à Berlin. Nous avons déjà parlé de la difficulté de certains gouvernements européens à diversifier leurs approvisionnements en énergie. L'Allemagne est aujourd'hui confrontée à un dilemme et la question que je souhaite vous poser est la suivante : le soutien du peuple allemand à l'Ukraine est élevé si l'on en croit les sondages. Cependant, alors que le coût de la vie augmente et que les impacts immédiats sont ressentis par le citoyen lambda, craignez-vous que le soutien à cette guerre, ou plutôt au peuple ukrainien, diminue en Allemagne ? Ce sera un test décisif.

Peter Beyer

Très bonne question. En effet, il s'agit assurément de l'un des facteurs que tout gouvernement, et pas seulement le gouvernement allemand, doit prendre en considération lorsqu'il élabore ses politiques et prend les décisions stratégiques nécessaires. Vous avez raison de dire que le soutien à l'Ukraine dans cette guerre, en termes d'aide financière et militaire, est très fort en Allemagne. En fait, il est toujours sage pour les responsables politiques de rester à l'écoute des citoyens qu'ils représentent. Pour vous donner un exemple, trois jours après l'invasion du 24 février, le chancelier allemand a prononcé un discours fantastique dans lequel il évoquait un changement d'époque (« Zeitenwende ») impliquant un basculement de la politique allemande. Dans ma première intervention, j'ai fait allusion au fait que l'Allemagne avait auparavant pour principe de ne pas livrer d'armes dans les zones de guerre. Pourtant le peuple allemand a dit « nous n'aimons pas les armes, nous sommes plutôt pacifistes, mais nous pensons que ce serait la bonne chose à faire ». Je crois que le peuple allemand, la société allemande, comprend bien mieux ce qui doit être fait, peut-être de manière plus instinctive qu'intellectuelle. Le soutien est fort, mais l'inquiétude est bien réelle. Non seulement les prix de l'énergie ont explosé et, soyons honnêtes, ce n'est que le début, l'hiver prochain, à la fin de l'année prochaine, les prix seront beaucoup plus élevés. Nous avons un taux d'inflation à deux chiffres, qui est d'environ 10 % en Allemagne, et de nombreux autres problèmes. Dans ce contexte, c'est un véritable défi pour tout gouvernement, qu'il soit fédéral, régional ou local, de maintenir l'unité. Il est toutefois de leur responsabilité de communiquer et d'expliquer aux citoyens pourquoi c'est nécessaire.

Parmi toutes les bonnes raisons d'aider l'Ukraine citées par le panel, je veux insister ici sur le fait qu'il n'est pas seulement question de l'Ukraine, cela va bien au-delà. En effet, les Ukrainiens nous défendent. Soyons très clairs, Vladimir Poutine, la Russie, ne s'arrêtera pas à la frontière de l'Ukraine en tant qu'État souverain. Nous n'avons pas parlé ici de la République de Moldavie et des États baltes, mais ils sont réellement menacés. Cette situation suscite chez eux de réelles craintes car ils ont beaucoup souffert par le passé de la répression russe. C'est on ne peut plus concret et clair, et il est de la responsabilité de tous ceux qui ont été élus à ces fonctions de haut niveau de maintenir la cohésion de la société sur leur propre territoire, mais aussi au-delà de leurs frontières au sein de l'Union européenne. Cela sort un peu du cadre des discussions de ce panel, mais on parle tellement de la fin de l'Union européenne, de son avenir, etc. Pourquoi ne pas donner des exemples positifs de l'Union européenne ? Elle est garante de la paix, de la stabilité et de la prospérité sur le vieux continent, elle est très efficace et l'a prouvé face à cette situation précise, comme vient de le dire le conseiller personnel du Haut Représentant. Ce n'est pas un vœu pieux, c'est la réalité, mais bien sûr, ce n'est que le début. Nous devons réfléchir à l'après-guerre, à notre vision de l'Union européenne pour les 30 ou 50 prochaines années. Notre population diminue, mais nous sommes aussi une puissance économique et de nombreuses opportunités et options s'offrent à nous. Il suffit de regarder autour de nous pour renforcer les anciennes alliances et en créer de nouvelles, que ce soit dans l'Indopacifique, en Amérique latine ou ailleurs.

Ali Aslan

La dimension de remise en question est évidemment importante, non seulement en Allemagne, mais aussi dans l'ensemble de l'Europe. Il sera intéressant de voir, comme vous l'avez souligné Peter Beyer, si l'Allemagne peut se défaire de ses attitudes pacifistes, adoptées de toute évidence pour de bonnes raisons après 1945. Cependant, les temps changent, appelant une attitude différente.